

Selon l'OCDE et la FAO, les prix agricoles resteront élevés au cours des dix prochaines années

Les prix des produits agricoles devraient rester élevés au cours des dix prochaines années. Ce sont les conclusions des « Perspectives agricoles 2008-2017 » de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Organisation des Nations-Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), publiées le 29 mai. Dans ce rapport, les deux organisations expliquent que l'augmentation des prix agricoles est dû au faible niveau des stocks mondiaux, à l'augmentation des opérations d'investissement sur les marchés à terme, aux catastrophes climatiques et à la demande croissante de biocarburant. Le document indique à ce sujet que « la production mondiale d'éthanol carburant a triplé entre 2000 et 2007 et devrait doubler encore d'ici à 2017, pour atteindre 127 milliards de litres par an. La production de bio gazole devrait passer de 11 milliards de litres par an en 2007 à environ 24 milliards de litres d'ici 2017 ». L'OCDE et la FAO estiment qu'à court terme que « l'aide humanitaire est la meilleure solution » pour faire face à la crise des prix. A plus long terme, il s'agit « d'augmenter la productivité des exploitations agricoles » dans les pays en développement. Les deux institutions précisent aussi que les gouvernements doivent préférer l'ouverture des marchés au protectionnisme.

OMC : l'Europe exprime ses inquiétudes

Suite à la diffusion par l'OMC des textes de compromis sur l'agriculture et les produits industriels le 19 mai dernier (cf. lettre hebdo n°12), plusieurs pays de l'Union Européenne se sont dits inquiets. La France, la Pologne, l'Irlande et, dans une moindre mesure, la Lituanie semblent insatisfaits des deux textes. Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat française chargée du commerce extérieur, a déclaré que la France sur le volet agricole a « beaucoup d'interrogations qui sont des inquiétudes ». Concernant les produits industriels, elle considère que « ce qui nous semble clair à nous français, c'est qu'il n'y a aucune amélioration à attendre en termes d'accès de nos produits industriels aux marchés des pays émergents ». Dans ce contexte, la France a exprimé son opposition à l'organisation d'une réunion ministérielle en juin, date évoquée suite à la sortie des textes de compromis.

Du côté de la Commission européenne, Peter Mandelson, commissaire européen au commerce, dit « partager pleinement beaucoup de ces préoccupations ». Face à ces déclarations, Pascal Lamy, directeur de l'OMC, a demandé à l'Europe de faire preuve de plus de souplesse dans les négociations lors d'une allocution devant le parlement européen le 29 juin. Selon lui « il s'agit de chercher un équilibre, mais ce n'est pas tout blanc ou tout noir ».

Le Japon souhaite doubler son aide à l'Afrique d'ici 5 ans

A l'occasion du TICAD IV (Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique), le Japon a accueilli du 28 au 30 mai une quarantaine de chefs d'Etats africains pour débattre du partenariat Japon/Afrique. Dans son discours d'ouverture, le premier ministre japonais, Yako Fukuda, s'est engagé à doubler les aides octroyées par son pays à l'Afrique d'ici 5 ans et à appuyer le continent africain pour qu'il multiplie par deux sa production de riz d'ici 10 ans. Les aides japonaises à l'Afrique passeraient de 580 millions d'euros en moyenne, entre 2003 et 2007, à 1,16 milliards en 2012. Concernant l'appui à la production de riz, le Japon veut « coopérer avec différents pays et des organisations internationales pour développer les réseaux d'irrigation, la variété des semences et encourager les travailleurs du secteur agricole ».

L'aide japonaise devrait également se concentrer sur le renforcement des infrastructures routières et sanitaires. Le premier ministre a également indiqué qu'une part significative des 100 millions de dollars d'aide alimentaire récemment débloqués serait destinée au continent africain. Enfin M. Fukuda a souhaité, en conclusion de la conférence, que la question du développement africain soit mise à l'ordre du jour du prochain G8 qui se tiendra en juillet prochain à Hokkaido-Toyako, au Japon.

Les organisations paysannes africaines créent une plateforme à Addis-Abeba

A l'occasion d'une rencontre en Ethiopie, à Addis-Abeba, quatre organisations paysannes représentants les producteurs de sous-régions africaines¹ ont annoncé la création de la « Plateforme Panafricaine des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles ». Elles se sont données un an pour constituer cette plateforme ayant pour objectifs initiaux « d'améliorer la faisabilité du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) » et d'« avertir du danger des Accords de Partenariat Economique (APE) pour le devenir de l'agriculture africaine ».

¹ Les 4 organisations sous-régionales : la SACAU (Southern african confederation of agricultural unions), la PROPAC (Plate-forme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale), l'EAF (Eastern Africa farmers federation) et le ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest)